

Rencontre régionale « *Pauvreté, précarité : quelle démocratie participative, pour quelles transformations ?* » 29 novembre 2008 au Conseil régional

Intervention de François AUGUSTE

Vice président du Conseil régional Rhône-Alpes délégué à la démocratie participative

Cette semaine, un troisième sans-abri est mort au bois de Vincennes et un autre hier à Paris. En 2006, le candidat à l'élection présidentielle, M. Sarkozy, disait qu'il ferait en sorte, je cite « *que d'ici 2 ans, plus personne ne soit obligé de dormir sur le trottoir et d'y mourir de froid* ». Nous sommes fin 2008 : 265 sans-abri sont morts cette année. Et au lieu de réquisitionner des logements vacants et de construire des logements sociaux, comme le proposent les associations, le Gouvernement veut forcer les sans-logis à passer les nuits dans des centres d'hébergement connus pour leur absence totale d'humanité.

Au même moment, un tribunal sanctionnait l'association DAL d'une amende de 12.000 € pour avoir installé symboliquement des tentes pour les sans-abris rue de la Banque.

Au même moment, au Sénat, la droite vote deux mesures significatives : l'imposition des indemnités accident du travail, ça c'est pour les salariés, et une mesure permettant aux gros contribuables de l'ISF de ne pas payer d'impôt par avance, ça c'est pour les privilégiés.

La pauvreté, la précarité ne tombent pas du ciel et les responsables ne sont pas les victimes. Les responsables sont ceux qui prennent au Parlement et au Gouvernement les décisions politiques qui creusent les inégalités, en France et dans le monde.

Il y a un an, à quelques jours près, se tenait la Rencontre mondiale, organisée par la Région sur le thème : « *La démocratie participative, du local au mondial : pour quel développement ?* »

Un certain nombre d'entre vous y étaient, notamment au forum sur la pauvreté. La Rencontre d'aujourd'hui est une suite directe de ce forum. Les participants à cette Rencontre se sont rendus compte que les problèmes n'étaient pas très différents, au Nord comme au Sud, à l'Est comme à l'Ouest.

Plus les riches s'enrichissent, et ils sont une poignée à l'échelle de la planète, plus les pauvres s'appauvrissent, et ils sont des milliards d'êtres humains. Plus le capitalisme se

financiarise, et n'investit pas dans l'économie réelle, plus la bulle financière gonfle, gonfle, et finit par exploser comme le crapaud dans la Fable de la Fontaine. C'est ce qui se passe avec la crise financière actuelle.

Cette crise entraîne des pertes financières gigantesques des banques et les interventions publiques des Etats sont aussi énormes (400 milliards € en France), alors que le Gouvernement nous a expliqué par A + B qu'il ne pouvait pas financer le R.S.A., ni les retraites, ni les salaires parce que les « *caisses étaient vides* ». A propos du RSA, souvenez-vous, impossible de trouver 3 milliards pour le financer, on va donc taper dans l'épargne populaire, et de plus, le RSA va tirer les salaires vers le bas et la précarité. Il y aura de plus en plus de travailleurs pauvres. Quel progrès !

Vides, les caisses ? Oui, elles sont toujours vides pour les pauvres, les chômeurs, les salariés, mais elles sont toujours pleines pour les privilégiés, les patrons boursiers et les banquiers.

Le premier ministre, M. Fillon, s'est offusqué hier qu'on puisse envisager d'accorder une prime exceptionnelle aux plus démunis. Il a dit, je cite, qu'il n'était pas question de « *distribuer des chèques simplement pour relancer la consommation* ». Le responsable d'une banque a demandé, lors d'une réunion qui s'est tenue cette semaine à la Région, je cite « *qu'on se serre les coudes pour sauver les entreprises* ». Et un responsable d'études économiques a dit qu'on ne parlait pas de pauvreté, mais « *d'effet de richesse à l'envers* ».

Cette crise n'est pas que financière, elle est aussi économique, sociale et même politique, c'est la crise d'un système qui s'appelle le capitalisme.

Ce n'est pas un gros mot, même le Président de la République l'utilise, mais c'est pour faire croire qu'il suffirait de le moraliser, de le refonder pour qu'il re-fonctionne à nouveau. Non, c'est le système qu'il faut changer parce qu'il porte en lui-même, dans son principe, le renforcement des inégalités sociales, cet écart gigantesque entre l'accumulation des richesses pour quelques familles et l'extension de la pauvreté et de la précarité pour des millions d'autres .

Nous sommes là pour discuter aussi de ça. Comment pourrions-nous être rassemblés à plusieurs centaines sur le problème de la précarité, de la pauvreté et faire comme s'il ne se passait rien alors que tout le monde parle de la crise et s'inquiète de ses conséquences. On le mesure déjà cruellement dans l'industrie avec des fermetures, du chômage partiel, des licenciements. Près de 50 000 chômeurs de plus en octobre, et la barre des 2 millions vient d'être franchie. Mais je ne veux pas vous parler chiffres parce que vous, vous la vivez cette

réalité, on n'a pas besoin de vous la décrire. Vous êtes en colère face à ces choix, vous voulez être reconnus pour ce que vous êtes, avec votre richesse, vos réflexions vous venez de l'exprimer nettement, dénoncer mais aussi proposer des réponses, des solutions à cette situation inacceptable .

Bien entendu, les réponses ne peuvent pas être de même ampleur et de même nature de la part des élus des collectivités territoriales. Ce n'est pas le Conseil régional ou un Conseil général ou une commune qui peut augmenter les salaires ou les minima sociaux ou construire des logements sociaux. Cela relève de l'Etat. Nous avons une fonction d'interpellation publique de l'Etat. C'est aussi le but de cette Rencontre. Les élus locaux ont aussi, bien sûr, une responsabilité en fonction des compétences qui sont les leurs : gestion du R.M.I. et maintenant du R.S.A. par les Conseils généraux, du logement par les agglomérations, des déplacements par la Région. Mais les collectivités locales, comme les populations, sont dans le collimateur. Alors qu'elles assurent 70 % des investissements publics, que l'Etat leur a transféré des dépenses et qu'elles vont être confrontées aux conséquences sociales de la crise, l'Etat se désengage financièrement, diminue les recettes qu'il doit aux collectivités, veut supprimer la taxe professionnelle.

Les élus expriment leur mécontentement, voire leur colère face à cette politique, comme viennent de le faire 2 000 élus qui ont quitté la séance du congrès des maires, à l'initiative d'un maire de notre région, le maire de St Martin d'Hères. J'ai envie de dire : élus et habitants même combat pour faire reculer la pauvreté et la précarité. Et les élus peuvent beaucoup pour impulser avec vous des démarches participatives, pour vous donner la parole, créer des espaces permanents de dialogue, de construction comme de propositions, d'interpellation d'actions. Cela s'appelle la démocratie participative. La Région a ouvert de nombreux chantiers de démocratie participative dans les territoires (espaces régionaux, comités de lignes , CTEF), dans les politiques régionales (assises de la jeunesse et charte contre les discriminations, dans les transports, la culture, le tourisme, la recherche, l'emploi et la formation.....) et avec des panels et ateliers citoyens tirés au sort, à l'échelle mondiale avec la Rencontre mondiale....

Mais s'il y a un chantier que je suis particulièrement fier d'avoir ouvert, c'est celui de la lutte contre la pauvreté et la précarité, avec vous.

De toutes les initiatives prises, la Rencontre d'aujourd'hui est celle qui a été le plus et le mieux co-élaborée, dans un partenariat entre la Région, la MRIE et des dizaines d'associations très diverses, des syndicats, le CESR, à travers un groupe de pilotage qui a travaillé pendant un

an avec le réseau associatif dont je veux saluer ici l'engagement militant désintéressé et ô combien précieux aujourd'hui de ses animateurs.

Cette co-élaboration est un exercice exigeant qui bouscule parfois l'institution, qui nous bouscule et c'est une bonne chose. Nous avons beaucoup à apprendre des autres, à partager les savoirs, les expertises, et aussi les pouvoirs, les décisions.

Cette Rencontre est, je crois, un événement important, assez unique en son genre. Faisons en sorte que notre journée de dialogue, de travail en commun porte tous ses fruits et réponde aux attentes fortes exprimées dans sa préparation. Une de ces attentes est que cette Rencontre ne reste pas sans lendemain. C'est pourquoi nous vous invitons à donner votre avis là-dessus ; nous allons nous aussi réfléchir de notre côté, notamment avec ma collègue VP aux solidarités, Marie-Odile Novelli et avec nos autres collègues. Mais une première suite s'impose d'elle-même puisque c'est aussi une suite de la Rencontre mondiale, c'est la Rencontre régionale et internationale que la Région organise la veille du 8 mars sur la démocratie participative et l'égalité femmes-hommes. Nous sommes dans la semaine marquée par la Journée internationale de lutte contre les violences faites aux femmes et je voudrais dire à quel point la situation de domination extrême, violente, criminelle exercée très majoritairement par des hommes sur les femmes me choque. Je crois qu'il est venu le moment, aussi, pour les hommes citoyens comme pour les hommes élus de se positionner publiquement et clairement pour dire leur refus des violences sexistes et agir. Lorsqu'une femme est tuée tous les deux ou trois jours, lorsque le harcèlement sexuel au travail, les viols, les violences psychologiques structurent les rapports sociaux, la démocratie s'en trouve remise en cause.

Pour finir, je veux toutes et tous vous remercier de votre participation, en m'excusant auprès de celles et ceux qui n'ont pas pu participer faute de place. Je veux tout particulièrement remercier la mini-équipe de la DPERC qui a fait un maximum de travail, les services de la Région pour l'organisation ici, remercier la MRIE avec qui nous avons construit un solide partenariat porteur d'avenir, le collectif K'Ose toujours et toutes les associations, syndicats, le CESR, qui ont contribué à la préparation de cette Rencontre.